

gehabt, eventuell, er habe, wenn mit Wohnsitz in Laufen verstorben, die Erbfolge in seinem Nachlaß dem Rechte, das in der Gemeinde in Kraft besteht, deren Bürger er war, als seinem Heimatrechte (l. c. Art. 6) unterstellt, es sei demgemäß nach bundesgesetzlicher Vorschrift altbernisches Recht auf die Erbfolge in den Nachlaß des verstorbenen Großrats fueter anzuwenden und also das zweite Klagsbegehren der Berufungsklägerin zuzusprechen, dahin gehend: der nach Ausfolgung der eingebrachten Gegenstände und Auszahlung der Wertdifferenz übrigbleibende Nachlaß sei unter Parteien zu verteilen in der Weise, daß das reine Vermögen nach Abzug des der Klägerin legatweise auszurichtenden Drittels zu gleichen Teilen drittelsweise unter die Klägerin und jeden der Beklagten verteilt werde. Dispositiv Nr. 1 des angefochtenen Urteils, erklärt die Berufungsklägerin, werde der Berufung nicht unterworfen. Den Streitwert berechnet sie auf 3920 Fr. 70 Cts.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

Gemäß Art. 38 des Bundesgesetzes betreffend die civilrechtlichen Verhältnisse der Niedergelassenen und Aufenthaltler hat das Bundesgericht die Streitigkeiten, zu denen die Anwendung dieses Gesetzes Anlaß geben kann, nach dem für die staatsrechtlichen Entscheidungen vorgeschriebenen Verfahren zu beurteilen. Da hienach der staatsrechtliche Rekurs allgemein und vorbehaltlos als dasjenige Rechtsmittel bezeichnet wird, vermittelt dessen das Bundesgericht gegen Verletzungen des genannten Gesetzes angerufen werden kann, ist grundsätzlich davon auszugehen, daß speziell auch die Anfechtung kantonaler Civilurteile in dieser Beziehung nur durch staatsrechtliche Beschwerde, nicht aber auf dem Wege der civilrechtlichen Berufung zulässig ist. (Amtl. Slg. XXIII, Nr. 10, S. 46.) Allerdings hat die bundesgerichtliche Praxis zur Vermeidung einer unzuweckmäßigen Doppelspurigkeit des Verfahrens von diesem Grundsatz eine Ausnahme in den Fällen gemacht, wo das betreffende Civilurteil aus andern Gründen der Berufung fähig ist und von diesem Rechtsmittel Gebrauch gemacht wurde. (Vgl. Amtl. Slg., Bd. XXI, Nr. 18, S. 115/116 und die noch weitergehenden Ausführungen in Bd. XX, Nr. 103, S. 651.) Allein mit einem solchen Fall hat man es hier nicht zu tun. Denn der vorliegende Prozeß ist nach dem Inhalt der Klags- und Wider-

klagsbegehren rein erbrechtlicher Natur; eine Verletzung von Bundesrecht steht (abgesehen von den als verletzt behaupteten Bestimmungen des Gesetzes vom 25. Juni 1891) nicht in Frage; das Rechtsmittel der Berufung ist somit nach Art. 57 des Organisationsgesetzes unzulässig.

Demnach hat das Bundesgericht  
erkannt:

Auf die Berufung wird nicht eingetreten.

25. Arrêt du 6 mars 1903, dans la cause  
*Bouchardy et consorts contre Sallin et consorts.*

Interprétation d'une **clause compromissoire**. Incompétence du  
T. F. Art. 56 et 57 OJF.

Par citation-demande du 13 août 1900, Jules Bouchardy, agent d'affaires à Genève, dame Marie-Caroline veuve de Joseph-Charles Vonderweid à Fribourg, J. Menoud, notaire à Bulle et les hoirs de Olivier Geinoz, à Bulle, ont ouvert action à Jules Sallin, François-Xavier Menoud, les deux directeurs de la Banque d'Etat à Fribourg, et à Georges Python, Conseiller d'Etat, aux fins de les faire condamner solidairement à leur payer la somme de 165 000 fr. à titre de dommages-intérêts pour manquement volontaire aux devoirs que leur imposaient leurs fonctions d'administrateurs de la Société anonyme de l'Institut Raoul Pictet, à Fribourg.

Les demandeurs alléguaient à l'appui de leur action toute une série de griefs. La cause fut introduite à l'audience du Tribunal de la Sarine du 13 décembre 1900, au cours de laquelle Bouchardy et consorts ont réduit leur demande en dommages-intérêts à 110 000 francs.

Par un jugement incidentel du 9 mai 1901, Menoud, Sallin et Python ont été admis, vu l'opposition des demandeurs, à appeler en cause les deux autres membres du Conseil d'administration de la Société de l'Institut Raoul Pictet.

Procédant ensuite de cet appel en cause à l'audience du 12 juin 1902, Menoud, Sallin et consorts ont conclu, fondés sur l'art. 48 de la Société de l'Institut Raoul Pictet, à ce que l'action qui leur est intentée par Bouchardy et consorts soit portée devant un tribunal composé de trois arbitres.

Bouchardy et consorts ont conclu à libération de cette demande, estimant que leur action, basée sur les art. 674 et 50 CO, est de la compétence des tribunaux ordinaires et ne rentre pas dans la catégorie des litiges prévus à l'art. 48 précité des statuts.

Par jugement du 19 juin 1902, le Tribunal civil de la Sarine a admis l'exception d'incompétence soulevée par Jules Sallin et consorts et a renvoyé les demandeurs Bouchardy et consorts à se pourvoir devant un tribunal arbitral en conformité du prédit art. 48 des statuts de la Société anonyme de l'Institut Raoul Pictet.

Sur recours de Bouchardy et consorts, la Cour d'appel du canton de Fribourg, par arrêt du 17 décembre 1902, a confirmé le prononcé des premiers juges et admis Jules Sallin et consorts dans leur exception d'incompétence. Cet arrêt se fonde, en substance, sur les motifs suivants :

L'exception d'incompétence soulevée par Jules Sallin et consorts intéresse une question de procédure qui doit être tranchée en application des dispositions des art. 622 et suiv. C. P. C. Les parties peuvent, vu l'art. 627 *ibid.*, déjà dans la clause compromissoire, régler la manière dont elles procéderont au choix des arbitres, soit elles-mêmes, soit par des tiers. Dans l'espèce, les fondateurs de la Société de l'Institut Raoul Pictet ont fait de cette faculté un usage tout à fait légitime, en disposant, à l'art. 48 des statuts, que toutes les contestations des actionnaires entre eux, ou entre les actionnaires et la société, ou entre les actionnaires ou la société et M. Raoul Pictet ou les porteurs de bons de jouissance, seront remises à trois arbitres nommés par les parties d'un commun accord, ou, à défaut d'entente, par le Président du Tribunal de la Sarine, à Fribourg. » La présente difficulté rentre bien, contrairement à l'opinion soutenue par les appelants, parmi celles qui font l'objet de la clause compromis-

soire ci-dessus reproduite. Les demandeurs reprochent précisément aux administrateurs d'avoir en particulier outrepassé les pouvoirs que leur conférait l'art. 35 des statuts, et de n'avoir pas observé les prescriptions de l'art. 19 *ibidem*. L'application de l'art. 48, soit de la clause compromissoire, se justifie d'autant plus qu'il s'agit en réalité d'une difficulté entre actionnaires, c'est-à-dire d'un procès intenté, par les actionnaires, à d'autres actionnaires revêtant la qualité d'administrateurs ; entre actionnaires on ne peut concevoir d'autres difficultés que celles qui, précisément, prennent leur source dans la mission, confiée à certains d'entre eux, de gérer les affaires de la société.

C'est contre cet arrêt que Bouchardy et consorts ont recouru en temps utile au Tribunal fédéral, et ont conclu à être admis dans leur conclusion libératoire de l'exception d'incompétence qui leur a été opposée, — l'art. 48 des statuts en question devant être interprété en ce sens que le litige relève des tribunaux ordinaires.

*Statuant sur ces faits et considérant en droit :*

1. — Les défendeurs Menoud, Sallin et Python ayant été admis, vu l'opposition des demandeurs aux conclusions de l'action principale, à appeler en cause les deux autres membres du Conseil d'administration de la Société de l'Institut Raoul Pictet, les dits défendeurs ont conclu, à l'audience du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine, du 12 juin 1902, et en se fondant sur l'art. 48 des statuts de la société susmentionnée, reproduit dans les faits qui précèdent, à ce que l'action qui leur est intentée par Bouchardy et consorts soit portée devant un tribunal composé de trois arbitres. Bouchardy et consorts ayant conclu, de leur côté, à libération de cette demande incidentelle, le procès s'est démené, à partir de ce moment, uniquement sur cet incident....

2. — L'interprétation de la clause compromissoire contenue dans le dit article étant seule en cause, il y a lieu d'admettre, conformément à la jurisprudence suivie par le Tribunal fédéral en cette matière, que les dispositions du compromis arbitral sont soumises au droit cantonal, — que la décision des autorités judiciaires cantonales sur ce point

sont définitives, et qu'elles échappent dès lors au contrôle du Tribunal de céans. (Voir arrêts du Tribunal fédéral dans les causes Banque cantonale du Tessin c. Etat du Tessin, *Rec. off.* XVIII, p. 965; Märki et Haller c. Märki, Haller & C<sup>ie</sup> en liquidation, *ibid.* XXIII, 1, p. 780, consid. 5. Voir aussi Soldan, Le Code fédéral des Obligations et le droit cantonal, p. 170.) Le Tribunal fédéral est dès lors incompétent pour statuer sur le recours, et celui-ci doit être écarté préjudiciellement.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral  
prononce :

Il n'est pas entré en matière, pour cause d'incompétence, sur le recours de sieur Bouchardy et consorts.

### VIII. Civilstreitigkeiten zwischen Bund und Privaten. — Différends de droit civil entre la Confédération et des particuliers.

#### 26. Urteil vom 25. Februar 1903, in Sachen Schweizerische Eidgenossenschaft, Kl., gegen Elektra Birseck, Bekl.

*Störung einer Telephonanlage durch eine Starkstromleitung. Kosten der zum Schutze der Telephonanlage angeordneten Massnahmen. Art. 8, 9, 10 B.-Ges. über die Erstellung von Telegraphen- und Telephonlinien, vom 26. Juni 1889. Kompetenz des Bundesgerichts, auch dann, wenn eine Verfügung des Bundesrates — infolge Verständigung der Parteien — nicht stattgefunden hat. — Verbindlichkeit einer vom Betriebschef einer Genossenschaft abgegebenen Erklärung für diese. — Art. 10 litt. b leg. cit.*

A. Die Elektra Birseck, eine im Handelsregister eingetragene Genossenschaft mit Sitz in Arlesheim, erstellte im Jahre 1898 zu Beleuchtungszwecken eine Sekundärleitung zur Übertragung elektrischer Energie nach der Gemeinde Allschwil. Im Herbst 1900 wurde im Anschluß an das bestehende Netz längs der Straße

nach Basel bis zu der Besetzung Vogt eine Lichtleitung angelegt. Diese Leitung verläuft auf eine gewisse Strecke, in einer Entfernung von wenigen Metern, parallel mit der der Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörenden und von ihr betriebenen Telephonlinie Basel-Allschwil. Nach Erstellung derselben traten im Telephonnetz von Allschwil Störungen auf, indem sich darin, besonders wenn das elektrische Licht in Allschwil brannte, ein Geräusch bemerkbar machte, das den Telephonverkehr sehr erschwerte oder ganz unmöglich machte. Nachdem bei dem Telephonbureau Basel verschiedene Beschwerden von Telephonabonnenten eingelangt waren, wurde davon dem Betriebschef der Elektra Birseck, Otto Schneider, Kenntnis gegeben und mit demselben am 25. Oktober 1900 eine gemeinsame Besichtigung und Untersuchung des Netzes Allschwil vorgenommen. Die Störungen wurden durch Versuche konstatiert, Betriebschef Schneider bestritt jedoch, daß dieselben dem Parallelverlauf der beiden Linien zuzuschreiben seien. Am folgenden Tage stellte die Telephonverwaltung noch nähere Untersuchungen an, die in ihr die Ansicht befestigten, daß die Störungen von der Lichtleitung der Elektra Birseck herrührten, und die ferner ergaben, daß der Übelstand durch eine metallische Rückleitung der Telephonleitung gehoben werden könnte. Dem Betriebschef Schneider wurde von diesem Ergebnis telephonisch Kenntnis gegeben. Am 27. Oktober 1900 erstattete das Telephonbureau Basel der schweizerischen Telegraphendirektion über die Angelegenheit Bericht und beantragte, es sei für die betreffenden Stationen eine gemeinschaftliche Rückleitung zu erstellen. Die Telegraphendirektion genehmigte diesen Antrag, was am 10. November mit folgendem Schreiben des Telephonbureaus Basel der Elektra Birseck mitgeteilt wurde: „Unsere Direktion beauftragt uns, für die der Ziegelfabrik Allschwil benachbarten Abonnenten eine gemeinschaftliche Rückleitung bis zur Centralstation Allschwil anzulegen, um „das von der zu N. Vogel führenden Starkstromleitung herrührende Geräusch zu beseitigen. Angestellte Versuche haben ergeben, „daß dieses Geräusch vom Parallelverlauf der beiden Leitungen „herrührt und aufhört, sobald die Leitung Vogel ausgekaltet „wird. Die Direktion setzt voraus, daß Sie die Kosten für die „Erstellung einer gemeinschaftlichen Rückleitung übernehmen werden. Wir werden Ihnen dementsprechend seiner Zeit Rechnung